Décision individuelle n°2021-0013 du 31 août 2021
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de l’urbanisme

La directrice de l’établissement public du Parc national des Cévennes,
Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,
Vu le décret n°2009-1877 du 29 décembre 2009 pris pour l’adaptation de la définition et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l’environnement issues de la loi n°2009-428 du 14 avril 2009 et notamment son article 7-1,
Vu le décret n°2013-965 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes et notamment sa modalité B relative aux règles générales applicables aux travaux, constructions et installations soumises à autorisation préalable.
Vu l’arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœur de parcs nationaux portant application de l’article R.331-19-1 du code de l’environnement,
Vu l’avis favorable du conseil scientifique de l’établissement public suite à sa séance du 19 novembre 2020,
Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,
Considérant l’axe 4 de la charte du Parc national des Cévennes : Vivre et habiter,
Considérant que les travaux décrits dans la demande, associés des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

ARRÊTE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire
L’Etablissement public du Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais, 48400 FLORAC, représenté par Monsieur Rémy CHEVENEMENT

1-2 Objet de l’autorisation :
- nature des travaux :
  réalisation d’un drain périphérique à un bâtiment
- localisation des travaux :
  Lozère / commune de VILAS / hameau de Groudouze, parcelles localisation en cœur du Parc national

La présente autorisation est accordée sous réserve que les travaux soient conformes au dossier technique joint à la demande et de respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 : les pierres de dallage au pied de la façade ouest sont soigneusement déposées au début des travaux et doivent ensuite être remises en place à l’identique.
2-2 : le drain est posé au pied des façades sud et ouest. La nappe de drainage (type Delta MS) ne doit pas être visible une fois les travaux terminés et le sol stabilisé. L’exutoire doit être dissimulé par des pierres de granite.
2.3 : une réunion avant le démarrage des travaux doit être organisée sur place avec un agent du Parc national. Elle doit permettre de reperer l’endroit où la terre ou le sol seront déposés. L’emplacement d’une zone humide & saizante méres au sud du bâtiment doit également être précisé. Toute circulation d’earth, stockage, dépôt de matériaux ou de matériaux y est proscrit.

2.4 : toute pollution mécanique ou chimique des zones humides où des cours d’eau est proscrite.

2.5 : le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l’exécution des travaux afin qu’elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations du présent arrêté et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l’objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire.

2.6 : le pétitionnaire a nommé la date prévisionnelle de démarrage des travaux au moins 15 jours à l’avance à Jean-Christian GARLENQ, que vous pouvez contacter :
• par téléphone : 05 99 70 17 47
  • par courriel : jean-christian.garlenq@cevennes-parcnational.fr
  • par courrier postal

2.7 : en fin de chantier, toute trace de travaux est effacée.
L’ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées

Article 3 : période de validité de l’autorisation
Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 4 : autres obligations et droit des tiers
La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celles liées au titre de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues
Le non-respect des prescriptions de la décision individuelle est constitutif d’une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles
Les agents de l’établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assurant les opérations de collectage des déchets et responsables de la traite des déchets dans le cadre de la présente décision.

Article 7 : publicité

Fait à Florac-Trois-Rivières, le \[2 \div \log 2\] Le directeur de l’établissement public du Parc national des Cévennes

Anne LÉGILE

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l’établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par le bénéficiaire et il conste de sa publication pour les tiers.

Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
Tél. : 04.66.49.53.11 (secrétariat)

Diffusion
• original
  o EP PNC / SG
  o Pétitionnaire
• copies
  o Commune de Villars
  o EP PNC / massif Mont Lozère
  o EP PNC / SCD (dossier n°2020-1236)